

« LA,
RÉVOLUTION,
C'EST RENDRE
LEUR
FIERTÉ
AUX GENS »

Cédric Herrou, l'agriculteur emblématique de la solidarité avec les exilés bloqués à la frontière franco-italienne, fondateur de la première communauté agricole Emmaüs dans la vallée de la Roya (Alpes-Maritimes), a gagné, le 31 mai, le procès en diffamation que lui intentait Éric Ciotti. Il revient sur son combat judiciaire pour le droit à exercer sa citoyenneté.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR EMILIEN URBACH
emilien.urbach@humanite.fr





Depuis huit ans, Cédric Herrou mène quotidiennement le combat aux côtés des demandeurs d'asile empêchés d'accéder à leurs droits dans les vallées transfrontalières des Alpes du Sud. Cette lutte passe par l'affrontement avec l'extrême droite, très présente dans le département des Alpes-Maritimes, et les affaires judiciaires que s'acharnent à lui imposer les élus locaux de droite et l'État. Pour « l'Humanité Magazine », il met en perspective ces années de lutte.

La Cour de cassation a annulé votre condamnation pour injure publique à l'encontre du député LR, Éric Ciotti. De quoi relevait cette affaire ?

Ça doit les énerver, je pense. Ce qui s'est passé en 2018, au début de l'affaire, serait impensable aujourd'hui avec ce que nous vivons concernant l'accueil des Ukrainiens. À l'époque, Matteo Salvini (ministre de l'Intérieur d'extrême droite en Italie - NDLR) avait fermé les ports italiens à « l'Aquarius », le navire de sauvetage de SOS Méditerranée. Des élus corses avaient proposé de l'accueillir. Éric Ciotti, lui, avait réagi en soutenant le gouvernement italien. À cette période, c'était aussi l'anniversaire du départ de ce bateau transatlantique, « le Saint-Louis », transportant des réfugiés juifs allemands en mai 1939, à qui on avait refusé de débarquer à Cuba avant d'être pour la plupart renvoyés en Europe. Pour moi, ce qui arrivait à « l'Aquarius » faisait écho à tout cela. Du coup, j'ai fait une mauvaise blague en jouant sur les mots « port » et « porc ». J'ai aussi dit que les déclarations d'Éric Ciotti, en 2018, équivalaient à dire, en 1940, qu'il fallait renvoyer les juifs du « Saint-Louis » dans les camps. Il a porté plainte pour diffamation. On a gagné en première instance. Il a fait appel. Devant la cour d'Aix, nous n'avons jamais rien gagné. Les juges avaient tout de même requalifié la diffamation en injure publique. Là, en cassation, on vient de gagner sur la proportionnalité. Ils n'estiment pas qu'il n'y a pas

d'injure à le traiter de « gros porc », mais que, finalement, c'était proportionnel à ce qu'il disait.

Vous n'avez perdu dans aucune des affaires judiciaires dans lesquelles vous avez été impliqué. Comment l'expliquez-vous ?

Gagner ou perdre ces procès, ça m'est égal. L'intérêt, c'est de venir jouer sur le terrain des puissants. Ce que la Cour de cassation pense de mes actions n'interfère pas dans mes choix. On m'a plusieurs fois attaqué pour délit de solidarité, mais je n'ai pas à attendre l'aval d'un tribunal pour agir en tant que citoyen. Ces affaires judiciaires sont devenues un outil de la lutte. Je ne réfléchis pas toujours longtemps avant de publier quelque chose sur les réseaux. En revanche, avec mes avocats, nous travaillons beaucoup lors des procès. Nous faisons de la piraterie. Cela ne servirait à rien de faire l'anarchiste, seul, dans les montagnes. C'est bien d'investir leur espace de jeu. En Italie, l'État utilise régulièrement des recours administratifs contre les ONG de sauvetage en mer. Il n'a jamais gagné aucun des procès contre ces associations. C'est juste un moyen de les empêcher d'agir, le temps de la procédure. Mais, en retour, les défenseurs des droits ont su se servir de ces procès comme tribune. C'est une manière de se battre avec leur arme. C'est vrai aussi lorsqu'ils veulent faire d'une personne un exemple. Moi, ils m'ont utilisé pour incarner le « dangereux immigrationniste ». En retour, je me sers de la personne d'Éric Ciotti pour personnifier l'extrême droite dans les Alpes-Maritimes, ou de celle du préfet, plutôt que d'entrer dans un discours anti-flics un peu primaire. Et, finalement, l'extension de la lutte dans les tribunaux a permis de concrètement démontrer l'illégalité des actions de l'ex-préfet des Alpes-Maritimes à la frontière franco-italienne.

Considérez-vous cela comme de la stratégie politique ?

Oui. Sur le terrain de la communication, ils sont toujours en train de se construire une image. Moi aussi, mais en ne transformant rien de ma réalité. Lorsque j'ai appris qu'on venait de gagner en cassation, j'étais en train de faire tourner la bétonnière sur une des fermes d'Emmaüs. J'ai filmé mon commentaire dans la situation dans laquelle j'étais, du ciment sur les mains et le visage, plutôt que de rentrer pour peaufiner une autre image de moi.

Comment analysez-vous les phases électorales qui s'achèvent bientôt ?

La campagne de la présidentielle m'a énervé. Il n'y a pas eu de débat à la hauteur de ce qu'on pouvait attendre en tant que militant ou tout simplement citoyen. La posture de Jean-Luc Mélenchon et des

« On ne lutte pas pour gagner ou pour réussir. On lutte pour vivre et être heureux de vivre. »

autres partis de gauche sur la nécessité de s'unir mais de ne pas le faire : « non, pas avec les écologistes, trop capitalistes » ou « non, pas avec les socialistes. » Tout cela était très décevant. On est enfin parvenus à se fédérer pour les législatives. C'est bien. Ici, dans la quatrième circonscription des Alpes-Maritimes, on doit faire face à Damien Rieu, un des fondateurs de Génération identitaire. J'ai eu quelques échanges privés avec lui. J'ai l'impression qu'il me prend un peu pour son psychothérapeute. Il m'explique qu'il a beaucoup souffert enfant d'être entouré de tant de musulmans. Il a d'ailleurs édité un tract de campagne dans lequel je suis cité nommément. C'est « avec l'aide de Macron et de Cédric Herrou » que 250 000 clandestins auraient passé la frontière. Ils me font pitié. Éric Zemmour à Saint-Tropez donne plus l'impression de vouloir prendre des vacances que de siéger au Parlement. Ces gens sont complètement déconnectés du réel. Il y a quelques jours, sur la chaîne régionale publique de télévision, un « zemmourien » de Reconquête ! disait vouloir lutter contre les éoliennes et le nucléaire dans les Alpes-Maritimes. Il n'y a pas d'éoliennes, ici ! Et encore moins de nucléaire ! Ils répètent, sans réfléchir, ce qu'on leur dit de dire et utilisent les législatives pour financer leur parti. La politique devient déprimante entre les mains des politiciens. C'est pour cela que je préfère la pratiquer dans la vie de tous les jours et mener les luttes sur le terrain.

C'est, selon vous, le moyen de parvenir à un réel changement de société ?

Je ne sais pas si on parviendra un jour à créer un monde meilleur. D'une certaine manière, cela m'est égal. On est un peu comme des gens qui font leur jogging le matin. Ils ne courent pas pour aller quelque part. Ils reviennent toujours là d'où ils sont partis. Ils se font plaisir en courant et ça leur fait du bien. C'est pareil pour moi. Quand je lutte, je vais bien, et ça me fait plaisir. La communauté Emmaüs qu'on a fondée en 2019, par exemple, c'est un défi de tous les jours. Vivre de l'agriculture, faire de l'insertion dans les Alpes-Maritimes, qui plus est dans la Roya, une vallée hyperpauvre, c'était quelque chose d'impossible a priori. On aurait pu le faire n'importe où ailleurs avec plus de facilité. Mais ce qu'on veut, ce n'est pas forcément réussir. Nous voulons avoir des projets et vivre de nos projets. Le jour où tout sera gagné, où tout ira bien, je commencerai à m'ennuyer. J'aime construire. C'est ça qui m'intéresse. On nous inculque la culture de la réussite dès l'enfance. Du coup, on se désespère. C'est le projet de cette société de consommation : faire en sorte que nous voulions tout et tout de suite. Dans la vallée de la Roya, par exemple, des oliviers ont été plantés, des murs en pierre ont été montés. Les gens

« L'extension de la lutte dans les tribunaux a permis de prouver l'illégalité des actions de l'ex-préfet des Alpes-Maritimes. »

qui l'ont fait ne l'ont pas fait pour eux. Ils l'ont fait pour les générations futures. Longtemps, l'humanité n'a pas fait les choses pour en jouir dans l'immédiateté, mais pour le plaisir de les faire, de les perpétuer et de les transmettre. On ne lutte pas pour gagner ou pour réussir. On lutte pour vivre et être heureux de vivre.

C'est une philosophie que vous partagez avec tous les compagnons Emmaüs dont certains ont réellement besoin de réussir pour sortir de la précarité ?

Il ne s'agit pas simplement de réparer les pots cassés du système et de l'État. On a une très belle équipe de compagnes et de compagnons. On avance ensemble. Et chacun découvre qui il est en travaillant dans la communauté. Une des compagnes, par exemple, a fui son pays avec deux enfants en bas âge pour s'éloigner de son mari violent. Elle n'avait jamais travaillé. Elle s'était toujours fait écraser par lui. Là, elle découvre qu'elle peut faire de la maçonnerie. Elle pensait en être incapable. Elle fait du jardinage, de la vente au marché. Elle conduit le tracteur. Dans le regard de sa fille, on peut voir de la fierté. Bien sûr qu'on lutte contre la précarité, mais on ne fait pas que cela. L'abbé Pierre disait qu'Emmaüs était révolutionnaire. On révolutionne les individus. La confiance en soi, le respect des autres, l'éducation, ça, c'est révolutionnaire. Un jeune adolescent qui est arrivé chez nous pour éviter la prison commence à s'en sortir. Un autre, SDF de 58 ans, vient de retrouver un emploi. L'extrême droite parle des pauvres Français, mais, en réalité, personne n'en veut des SDF français ! Ça a été un vrai combat pour lui de trouver ce travail. Aujourd'hui, il recouvre la fierté, le bonheur de vivre. La révolution, c'est ça : rendre leur fierté aux gens. Reconquérir sa fierté. L'inverse, c'est ce qui se passe à Vintimille, avec ces jeunes exilés esclavagisés dans les exploitations agricoles. En Italie, en Espagne, rien de nouveau. Il faudrait que ces personnes d'extrême droite, heureuses de manger des tomates en toute saison, prennent un jour conscience que cela n'est possible que grâce au travail de sans-papiers exploités dans les champs. Un véritable système mafieux cautionné par l'État. ●